



## Migration ville-à-ville en Méditerranée

Dialogue, connaissance et action

**Dialogue MC2CM sur:**

**L'engagement du secteur privé dans la gouvernance des migrations**

**Document de référence**

**17 décembre 2020**

Lieu : En ligne via Zoom (Organisée par la municipalité de Rabat)

Ce document de référence a été rédigé par l'équipe de l'ONU-Habitat chargé du projet MC2CM, dans le cadre de l'événement de dialogue numérique du projet de migration de ville à ville en Méditerranée (MC2CM) sur "l'engagement du secteur privé dans la gouvernance des migrations", qui aura lieu en ligne le 17 décembre 2020.

L'objectif du document est de produire une analyse factuelle sur l'engagement du secteur privé dans la gouvernance des migrations. Il vise principalement à explorer comment les gouvernements et les autorités locales peuvent coopérer avec le secteur privé pour renforcer la gouvernance locale des migrations, favoriser la cohésion sociale et améliorer la qualité de vie de tous les habitants. Il présente également des pratiques appliquées sur le terrain, des modèles, des mécanismes et des outils qui se sont révélés prometteurs.



## TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION.....	3
2. L'ÉCOSYSTÈME DU SECTEUR PRIVÉ – RAISONS ET MODALITÉS DE LA PARTICIPATION À LA GOUVERNANCE DES MIGRATIONS.....	4
3. POUR LE SECTEUR PUBLIC, QUELS SONT LES PRINCIPAUX INTÉRÊTS D'UNE COLLABORATION AVEC DES INTERVENANTS DU SECTEUR PRIVÉ ? .....	6
4. QUEL RÔLE LE SECTEUR PRIVÉ PEUT-IL JOUER DANS L'INTÉGRATION DES MIGRANTS ?.....	8
5. QUEL RÔLE POUR LE SECTEUR PUBLIC ?.....	12
6. ANNEXE - EXEMPLES D'INITIATIVES DU SECTEUR PRIVÉ PAR SECTEUR.....	14



## 1. Introduction

Au cours de la dernière décennie, une attention accrue a été accordée aux besoins et aux avantages de la participation du secteur privé tout au long du cycle de migration et à l'élaboration de solutions durables aux défis liés à la migration.

Dans le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), les signataires ont reconnu la nécessité de « promouvoir de larges partenariats multipartites pour aborder la question des migrations dans toutes ses dimensions en incluant [...] le secteur privé, les syndicats, les médias et d'autres parties prenantes concernées dans la gouvernance des migrations »<sup>1</sup>.

Le Pacte mondial pour les réfugiés (PMR) détaille les différentes façons dont le secteur privé pourrait contribuer à l'intégration des réfugiés dans le cadre d'une approche de partenariat multipartite. Il s'agit notamment de « mesures politiques [...] ; et de possibilités d'investissement pour le secteur privé, de renforcement des infrastructures et de création d'emplois [...] ; et d'un meilleur accès aux produits financiers et aux services d'information pour les réfugiés et les communautés d'accueil »<sup>2</sup>.

En outre, des représentants du secteur privé, comme l'Organisation internationale des employeurs et le mécanisme commercial du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), n'ont cessé de souligner les enjeux pour assurer le bon fonctionnement des marchés du travail, favoriser la mobilité des compétences et contribuer à lutter contre la perception négative du public.

Les entreprises peuvent également contribuer aux infrastructures existantes, aux partenariats et relations établis, ainsi qu'à l'expertise spécifique qui peut être mise à profit pour soutenir la gouvernance des migrations. Les partenaires du secteur privé peuvent proposer des solutions novatrices à certains des défis auxquels sont confrontés les gouvernements nationaux et locaux.

Il est donc dans l'intérêt des gouvernements et des organisations internationales d'examiner attentivement le rôle multiple que le secteur privé peut jouer à différentes étapes du cycle migratoire, y compris les phases précédant le départ, le transit, l'arrivée, l'intégration et le retour.

Trop souvent, la coordination avec le secteur privé est, en fait, recherchée en matière d'emploi ou de soutien financier, lorsque les partenariats public-privé ont le potentiel de combler des lacunes à n'importe quel stade du processus de migration et d'intégration, en particulier dans les moments de pression critique sur les infrastructures et les services publics. Dans cette optique, les partenariats public-privé sont essentiels pour créer et maintenir l'élan en faveur de solutions innovantes dans le cadre d'une gouvernance migratoire plus holistique et plus complète.

---

<sup>1</sup> Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (A/RES/73/195), 2018 - <https://www.iom.int/global-compact-migration>

<sup>2</sup> Pacte mondial pour les réfugiés (A/73/12 (Part II)), 2018 - [https://www.unhcr.org/gcr/GCR\\_French.pdf](https://www.unhcr.org/gcr/GCR_French.pdf)



Le projet de Migration ville à ville en Méditerranée a déjà souligné dans ses recommandations politiques l'importance de communiquer avec le secteur privé au-delà de son rôle d'employeur ou de soutien financier.

Le présent document d'information s'appuie donc sur la reconnaissance de certains domaines spécifiques dans lesquels le secteur privé est actuellement actif, à savoir la fourniture de biens et de services aux migrants, le renforcement des capacités ainsi que le plaidoyer pour les droits des migrants et un changement de politique.

Le document mettra l'accent sur les intérêts et les rôles spécifiques des secteurs public et privé. Il tentera de faire la lumière sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de la coopération dans la région méditerranéenne et à l'échelle mondiale dans le but de transférer des connaissances et des expériences.

## **2. L'écosystème du secteur privé – raisons et modalités de la participation à la gouvernance des migrations**

Le secteur privé est défini comme la partie du système économique qui est gérée par des particuliers et des entreprises, plutôt que par les gouvernements. Dans la plupart des cas, les organisations du secteur privé sont gérées dans le but de réaliser des profits.

Cependant, comme tout autre secteur de la société, le secteur privé n'est pas un groupe monolithique. C'est un écosystème composé de différents acteurs allant des sociétés transnationales et multinationales, aux entreprises sociales, en passant par les entreprises nationales, les petites et moyennes entreprises, les fondations d'entreprises et les start-ups.

Dans ce contexte, les entreprises détenues par des migrants ou des réfugiés augmentent également de façon exponentielle en termes de part de marché et d'impact, le Rapport mondial sur les migrations<sup>3</sup> 2020 de l'OIM concluant que les immigrants ont tendance à avoir une activité entrepreneuriale plus élevée que les personnes natives du pays ou de la région. Dans de nombreux pays, dont les États-Unis, l'Ouganda et l'Afrique du Sud, les entreprises appartenant à des migrants sont légèrement plus susceptibles d'embaucher des employés que les entreprises appartenant à des non-migrants, ce qui fait d'elles un moteur de l'inclusion économique.

---

<sup>3</sup> OIM, Rapport sur l'état de la migration dans le monde en 2020 - [https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr\\_2020.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020.pdf)



Les acteurs du secteur privé peuvent être classés selon différentes caractéristiques, y compris :

- But et objectif : Pour de nombreux acteurs du secteur privé, la maximisation des bénéfices est le principal objectif. Pour d'autres entreprises comme les universités privées ou les fondations, ce n'est pas nécessairement le cas. Enfin, les entreprises sociales se caractérisent par des objectifs sociaux spécifiques qui servent de but principal et les revenus sont recherchés uniquement pour la durabilité économique du projet.
- Taille : Les acteurs du secteur privé peuvent être classés en différentes catégories en fonction du nombre de personnes employées, allant des microentreprises (avec moins de 10 employés) aux moyennes entreprises (50 à 249 employés) et jusqu'aux grandes entreprises employant 250 personnes ou plus.
- Périmètre géographique : Les acteurs peuvent être actifs au niveau local, national ou multinational. Cela affecte leur pouvoir de négociation avec le secteur public, ainsi qu'avec leurs employés et les consommateurs.
- Secteur d'activité

L'intersection de toutes ces caractéristiques détermine les raisons et les modalités des interactions avec les migrants et d'autres parties prenantes dans le cadre de la gouvernance des migrations.

Par exemple, l'engagement du secteur privé peut découler d'intérêts commerciaux, car les migrants et les réfugiés peuvent être recrutés en tant qu'employés potentiels dans ce que l'on désigne souvent par l'expression de « concurrence mondiale pour les talents ». Selon un rapport du Forum économique mondial de 2012<sup>4</sup>, les marchés des talents sont entravés par quatre problèmes clés : le chômage généralisé, les lacunes en matière de compétences, les lacunes en matière d'information et les contraintes privées et publiques à la mobilité. Pour les entreprises basées dans des pays connaissant un taux élevé d'immigration, les migrants constituent une source importante de compétences à tous les niveaux. Toutefois, leur mobilité n'est pas toujours garantie, mais limitée par les législations nationales et les conditions du marché du travail.

Dans le cadre de la réflexion ci-dessus, le Pacte mondial sur les migrations exhorte les signataires à « examiner et réviser les options et voies existantes pour la migration régulière, en vue d'optimiser l'adéquation des compétences sur les marchés du travail [...] en consultation avec le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées » (objectif 5).

Outre les compétences et la main-d'œuvre, un intérêt supplémentaire encourageant les entreprises à communiquer avec la population migrante consiste à augmenter la base de consommateurs, à trouver des partenaires commerciaux et à élargir le vivier d'entreprises dans la chaîne d'approvisionnement et de valeur.

---

<sup>4</sup> Forum économique mondial, La collaboration en matière de bonnes pratiques pour la mobilité des talents au cœur de la croissance économique, 2012 - [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_PS\\_TalentMobility\\_Report\\_2012.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_PS_TalentMobility_Report_2012.pdf)



Enfin, l'intérêt social est souvent mentionné par les acteurs du secteur privé comme le principal facteur qui détermine leur engagement en matière de migration et d'intégration. C'est souvent le cas des entreprises appartenant à des réfugiés, à la diaspora ou à des migrants qui ont une connaissance directe du processus de migration. Par exemple, le *Tent Partnership for Refugees* a été fondé par Hamdi Ulukaya, lui-même ancien réfugié et PDG de Chobani, le plus grand producteur de yaourt des États-Unis. Hamdi a lancé Tent parce qu'il est convaincu que le secteur privé est particulièrement bien placé pour faire face à la crise des réfugiés en mobilisant les réseaux, les ressources, l'innovation et l'esprit entrepreneurial du milieu des affaires. Tent travaille en étroite collaboration avec les entreprises pour tirer parti de leurs principales activités commerciales afin d'embaucher des réfugiés, de les intégrer dans les chaînes d'approvisionnement, de soutenir les entrepreneurs réfugiés et de fournir des services. Le Partenariat préconise également des politiques habilitantes qui aideront les réfugiés à devenir des agents économiques.

*Afin de contribuer à l'élaboration du Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière, le Conseil de l'avenir mondial du Forum économique mondial a identifié d'importantes lacunes parmi les acteurs qui participent normalement aux forums public-privé.*

*Il a noté que les efforts sont souvent axés sur la mobilisation des grandes entreprises et des sociétés détenues par les gouvernements nationaux des pays occidentaux. Le manque d'implication 1) des entreprises nationales des pays et régions en développement, 2) des PME et 3) des entreprises sans intérêt commercial direct en matière de migration qui pourraient toutefois bénéficier d'une main-d'œuvre diversifiée, se traduit en retour par un manque de représentativité totale des acteurs réunis.*

### 3. Pour le secteur public, quels sont les principaux intérêts d'une collaboration avec des intervenants du secteur privé ?

Les gouvernements nationaux et locaux ont tout intérêt à communiquer avec le secteur privé dans la gouvernance des migrations. Leur intérêt découle des infrastructures existantes, des partenariats, des relations et de l'expertise que les entreprises peuvent mobiliser, souvent dans un laps de temps relativement court et, dans de nombreux cas, au-delà des frontières. Les partenaires du secteur privé peuvent également proposer des solutions novatrices à certains des défis auxquels sont confrontés les partenaires publics. Comme mentionné plus haut, cela peut favoriser la prestation de services ou combler les lacunes existantes, en particulier dans les moments de pression sur les infrastructures publiques. Au Liban, par exemple, Cisco<sup>5</sup> a mis au point le prototype de centre d'intervention prioritaire pour les réfugiés (deux autres ont été construits à Hambourg (Allemagne) et à Samos (Grèce)). Le centre fournit une « boîte de soins de santé » permettant aux réfugiés d'accéder via Internet à des services de traduction à distance et à des soins médicaux.

---

<sup>5</sup> <https://newsroom.cisco.com/feature-content?articleId=1809931>



En outre, certaines questions de migration nécessitent une coordination avec le secteur privé en tant qu'ultime partie prenante. Par exemple, dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU en février 2019, l'Organisation internationale des employeurs et du Mécanisme commercial du Forum mondial sur la migration et le développement attire l'attention sur le rôle du secteur privé dans le soutien aux initiatives de recrutement équitables et éthiques et dans l'application des cadres réglementaires sur l'emploi.

Dans le même temps, le secteur privé peut apporter son expérience et ses bonnes pratiques dans des domaines tels que la mobilité, la reconnaissance et le développement des compétences, qui peuvent à leur tour alimenter l'élaboration d'initiatives et de politiques soutenues par le gouvernement.

Le secteur privé peut également produire et recueillir des informations exactes sur les migrations et aider les gouvernements à concevoir des politiques et des interventions fondées sur des données factuelles. Par exemple, IBM a développé une solution cognitive pour aider à suivre les mouvements de population au fil du temps, permettant d'améliorer la planification et les interventions humanitaires. Cette application basée sur le cloud, appelée *Mixed Migration Foresight*, aide les agences gouvernementales et les organisations d'aide à prévoir les flux migratoires, tant forcés que volontaires, au moyen de divers scénarios hypothétiques, de l'apprentissage automatique, d'analyses avancées et de modèles statistiques. Cela permettra à terme de mieux équiper les organismes gouvernementaux pour assurer des itinéraires sûrs pour les réfugiés et les migrants, d'accroître l'efficacité et l'efficience de la réponse et de prendre des décisions politiques fondées sur des données probantes à l'avance en comprenant les tendances de la mobilité. Plus de 10 000 migrants et réfugiés ont ainsi déjà profité de cette initiative qui aide à mieux planifier les services et le soutien aux personnes qui arrivent.

En outre, les employeurs peuvent jouer un rôle central dans l'intégration. La recherche indique que l'environnement d'emploi est un lieu d'apprentissage critique, de réseautage et de transfert de connaissances pour les migrants, non seulement au sujet du commerce ou des affaires, mais aussi de la société d'accueil, ainsi que de la langue locale.

De plus, le secteur privé peut agir en champion des récits positifs sur la migration et aider les organismes publics à remettre en question la perception négative de la migration. Par exemple, l'administration locale d'Erlangen (Allemagne) s'est associée à Siemens<sup>6</sup> pour développer et mener une campagne anti-rumeurs, en tirant parti du rôle de Siemens en tant que principal employeur dans la région (23 000 employés). La campagne visait à démanteler les rumeurs concernant les demandeurs d'asile et à inciter les employés à réfléchir à leurs propres préjugés. Elle comprenait des ateliers de renforcement des capacités à l'intention du personnel de l'entreprise qui, en retour, sont devenus des

---

<sup>6</sup> Manuel sur la méthodologie anti-rumeurs, Conseil de l'Europe - <https://rm.coe.int/anti-rumours-handbook-a-standardised-methodology-for-cities-2018-/168077351c>



vecteurs pour dissiper les mythes dans leurs communautés. Siemens a également fourni des stages à des demandeurs d'asile qualifiés, afin de promouvoir la diversité de la main-d'œuvre dans l'entreprise.

#### 4. Quel rôle le secteur privé peut-il jouer dans l'intégration des migrants?

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le projet MC2CM vise à réorienter l'attention vers le rôle que le secteur privé peut jouer au-delà de sa simple contribution en tant que fournisseur d'emplois, donateur ou soutien financier. Le présent document met donc l'accent sur les domaines de la provision de services, du soutien à l'entrepreneuriat et de la sensibilisation. Il s'agit de domaines d'intervention actuels du secteur privé et de moyens de développer davantage les partenariats public-privé et la coopération en général.

##### a) Provision de biens et de services aux migrants

En tant que fournisseur de biens et de services, le secteur privé participe à la création de solutions pour les migrants, leurs familles et leurs proches, tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine. Cela peut se faire soit en partageant leur expertise avec les ONG et les gouvernements, soit en étendant et en adaptant les services aux besoins spécifiques des migrants et des réfugiés. Ces services sont accessibles dans les pays d'origine, de transit et de destination.

Les domaines d'intervention en matière de biens et de services sont nombreux et se recoupent avec le cycle migratoire à différents stades. Certains des domaines qui présentent actuellement de bonnes pratiques en matière de coordination et de partenariats entre le secteur public et le secteur privé sont présentés ci-dessous.

##### *Recueillir et partager des informations et des données fiables pour éclairer l'élaboration des politiques et soutenir les personnes en déplacement*

Le secteur privé peut aider les gouvernements et les particuliers à accéder à des informations fiables en fournissant des systèmes de suivi, ainsi que des outils capables d'atteindre les personnes déplacées et les migrants. Les solutions basées sur la technologie, comme les applications mobiles, peuvent aider les gens au cours de leurs voyages et soutenir l'intégration dans leurs communautés d'accueil à leur arrivée.

Dans le même temps, l'utilisation de la technologie et du traitement des données devrait être étroitement surveillée et supervisée afin d'éviter de porter atteinte à la vie privée des personnes et de créer un risque pour leur vie.

##### *Reconnaissance de la documentation et accréditation*

Lorsque les gens sont forcés d'abandonner leur maison, beaucoup laissent derrière eux des documents importants tels que des certificats de naissance ou de mariage, des passeports, des cartes d'identité et des documents de propriété de terrain et de logement. Ceux-ci sont presque impossibles à récupérer après avoir quitté le pays.



Des recherches effectuées par le Conseil norvégien pour les réfugiés ont découvert que jusqu'à 70 % des réfugiés du Liban, d'Irak et de Jordanie n'ont pas de documents d'identité ni de titres de propriété. Cela a un impact important sur la capacité des gens à revendiquer un éventail de droits et de protections, ainsi que sur l'accès à l'éducation et à d'autres services. Cette situation affecte également la possibilité de revendiquer la propriété de terres et de logements à leur retour dans leur pays d'origine. Les entreprises technologiques ont fourni des solutions possibles à ce défi, en particulier par le biais de la blockchain, une technologie qui peut héberger et transmettre des quantités illimitées de données qui ne peuvent pas être falsifiées. Les identités vérifiées sur la blockchain ne peuvent pas être falsifiées et sont horodatées et publiques.

Grâce à la technologie de la blockchain, les gouvernements hôtes et les organisations d'aide pourraient délivrer des documents d'identification numériquement authentifiés qui pourraient à leur tour être utilisés par les gens pour prouver leur identité et celle de leur famille, ouvrir des comptes bancaires, signer des contrats ou faire une demande à l'université.

### *Langues, éducation et formation*

Déjà en 2017, MC2CM recommandait aux autorités locales et nationales de mobiliser le secteur privé pour fournir une formation professionnelle et linguistique afin de faire avancer les travaux sur l'inclusion des migrants et le développement urbain<sup>7</sup>.

Un esprit similaire anime le PMM. Parmi les premiers objectifs, on trouve en effet celui d'« investir dans le développement du capital humain en promouvant des programmes d'éducation, de formation professionnelle et de développement des compétences [...] en coopération avec le secteur privé et les syndicats, en vue de réduire le chômage des jeunes, d'éviter la fuite des cerveaux et d'optimiser le gain de cerveaux dans les pays d'origine, et d'exploiter le dividende démographique » (Objectif 2).

Les établissements d'enseignement et de formation privés font partie des acteurs qui dispensent une formation sur les compétences techniques et professionnelles, ainsi que des cours de langues. Ces formations représentent une opportunité pour les personnes d'augmenter leurs chances d'emploi et de croissance personnelle dans leurs communautés d'accueil ainsi qu'en cas de retour dans leur pays d'origine.

De nombreux établissements d'enseignement supérieur et universités offrent également des services éducatifs aux réfugiés et aux migrants grâce à des bourses accordées par des fondations privées dans le but d'attirer des talents et de diversifier leur population étudiante.

L'accès à l'éducation étant un important moyen d'accroître la mobilité, il est important que les acteurs privés et publics, tant dans les pays d'origine que dans les pays de destination, alignent leurs intérêts et parviennent à trouver l'équilibre. En particulier, ils devraient éviter l'inadéquation entre la politique

---

<sup>7</sup> Recommandations politiques du MC2CM:

[https://www.icmpd.org/fileadmin/1\\_2018/MC2CM/Policy\\_Recommendation\\_FR\\_Online.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/1_2018/MC2CM/Policy_Recommendation_FR_Online.pdf)



des universités visant à attirer les étudiants étrangers et les restrictions imposées par les gouvernements en matière de visas ainsi que d'autres obstacles à la mobilité.

### *Logement*

Différentes entreprises et fondations privées peuvent s'associer aux gouvernements locaux et nationaux ainsi qu'aux organisations internationales pour créer des solutions d'hébergement et de logement pour les migrants. Les PME fournissent également des services de base dans les zones d'installation. Ces dernières années, un processus de privatisation des centres d'accueil et des solutions de logement pour les réfugiés et les migrants a également intéressé de nombreux pays européens.

Un autre aspect de l'engagement du secteur privé dans le secteur du logement est lié aux politiques de recrutement. Dans le cadre de leurs programmes visant à attirer des travailleurs étrangers, certaines entreprises fournissent des logements ou des mécanismes d'aide au logement aux travailleurs recrutés.

Étant donné que les migrants et les réfugiés risquent souvent de ne pas être informés de leurs droits, les gouvernements (nationaux et locaux) jouent un rôle crucial en surveillant les conditions de logement et en veillant à ce que le droit fondamental à un logement convenable soit respecté pour tous sur leur territoire.

### *Investissement et services financiers*

Il est essentiel de renforcer l'accès des migrants aux services bancaires, d'assurance et financiers, y compris aux formes novatrices de transfert de fonds, pour parvenir à une croissance économique durable. Cet objectif n'est pas seulement mentionné dans le PMM (objectif 20), mais aussi comme cible 8.10 des objectifs de développement durable.

Toutefois, pour fournir des investissements et des services financiers aux migrants et aux réfugiés, il faut, plus que dans le cas d'autres services, les adapter à une population en mouvement et souvent difficile à atteindre. Comme dans d'autres cas, les besoins en produits financiers varient selon la situation individuelle des personnes et des familles.

Il est d'une importance cruciale que les secteurs privé et public coopèrent dans ce domaine, faute de quoi de grandes communautés incapables de fournir leurs antécédents de crédit ou les garanties nécessaires pourraient être exclues de l'aide financière. Les acteurs du secteur privé n'investissent normalement pas lorsque le risque est jugé trop élevé et que ces exigences ne sont pas respectées. L'intervention des gouvernements est donc nécessaire pour concevoir des stratégies de gestion des risques et renforcer la confiance entre tous les acteurs afin de répondre aux préoccupations des banques et autres institutions financières.

## *Emploi*

L'emploi joue un rôle central dans l'intégration et l'inclusion des migrants au sein d'une nouvelle communauté. Pourtant, les nouveaux arrivants sont confrontés à de nombreux défis lorsqu'ils accèdent au marché du travail, qu'il s'agisse d'obstacles juridiques, de différences culturelles, de besoins linguistiques et de formation, de compétences ou de reconnaissance des titres. Les employeurs du secteur privé deviennent des chefs de file influents et critiques dans l'élaboration, la mise à l'essai et le partage de solutions qui aident les migrants et les réfugiés à trouver un emploi et à s'installer dans leurs nouvelles communautés.

En outre, comme indiqué plus haut, le secteur privé s'intéresse à la mobilité des travailleurs, ce qui lui permet de recruter des talents et de combler ses lacunes en matière de compétences. La politique nationale de l'emploi pourrait toutefois créer des restrictions au recrutement et à l'emploi de travailleurs étrangers. Parallèlement, les actions du secteur privé ont un impact majeur sur les pratiques de recrutement, leur durabilité et leurs aspects éthiques, ainsi que sur la garantie de conditions d'emploi décentes et le respect des droits des travailleurs.

Dans le cadre de la réflexion ci-dessus, le Pacte mondial sur les migrations exhorte les signataires à « examiner et réviser les options et voies existantes pour la migration régulière, en vue d'optimiser l'adéquation des compétences sur les marchés du travail [...] en consultation avec le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées » (objectif 5).

### **b) Plaider pour un changement de politique en matière de migration et d'intégration**

Enfin, de plus en plus d'acteurs du secteur privé collaborent directement avec les décideurs sur une série de questions qui vont des droits des migrants aux conditions d'entrée et de séjour, en passant par la reconnaissance des qualifications et les conditions de travail.

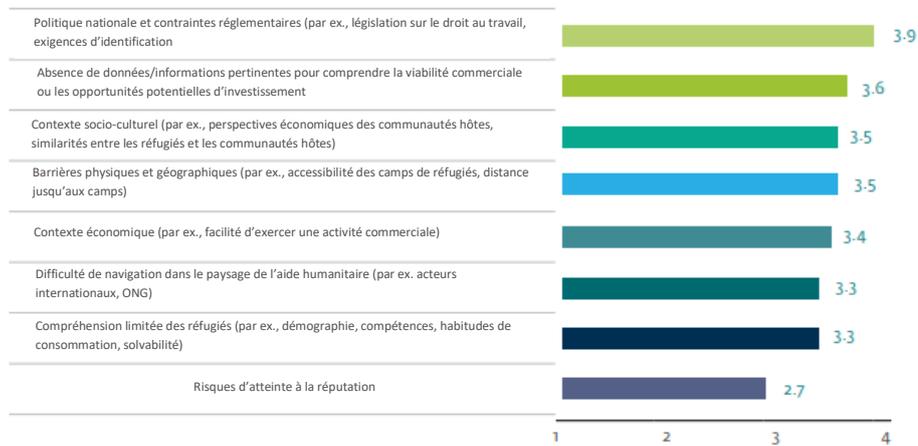
Depuis 2017, Ben & Jerry's proposent un processus d'implication très bien articulé par le biais duquel l'entreprise s'est engagée à lancer la campagne « Ensemble pour les réfugiés » à l'échelle européenne en partenariat avec l'International Rescue Committee (IRC). Dans le cadre de cette campagne, l'entreprise a demandé à ses clients d'exhorter leurs représentants, au moyen d'un outil numérique leur permettant d'envoyer directement des courriels, à convenir d'un nouveau texte législatif historique (le « cadre de réinstallation de l'Union »), créant ainsi une réponse plus coordonnée à la crise des réfugiés par le biais de la réinstallation des réfugiés. Suite à ce premier engagement, Ben et Jerry's a développé une campagne structurée axée sur : 1) la promotion d'une plus grande coordination internationale ; 2) l'amélioration des systèmes nationaux d'asile et de réinstallation ; 3) l'établissement de liens entre les populations locales et les nouveaux arrivants. Un exemple de ses activités les plus récentes est la campagne « Waiting is not work » (L'attente n'est pas un travail), menée dans le cadre de la coalition Lift the Ban pour demander au gouvernement britannique de donner aux demandeurs d'asile le droit de travailler.

Un autre intérêt clé pour les acteurs du secteur privé est de promouvoir et de soutenir les politiques d'intégration sociale et de généraliser des récits équitables sur la migration, remettant en question un environnement actuel de plus en plus polarisé. Par exemple, la Fondation Bertelsmann finance des recherches sur les politiques migratoires et l'intégration des migrants dans des communautés d'accueil. Les résultats de cette recherche permettent d'éclairer les décisions gouvernementales et d'encourager des politiques migratoires plus libérales.

## 5. Quel rôle pour le secteur public ?

FIGURE 1

**Lorsque l'on considère les investissements dans le domaine des réfugiés, quelle est l'importance de chacun des types d'obstacles suivants sur une échelle de 1 à 5 ? (N=58)**



Note moyenne

Remarque : 5 = très important

*IFC, cheminements du secteur privé et des réfugiés à l'échelle, 2012*

Comme cela a peut-être été établi dans les sections précédentes, le secteur public peut jouer de nombreux rôles pour faire participer les entreprises. La figure 1 énumère les facteurs qui attirent et créent des obstacles pour le secteur privé lorsqu'il envisage de s'engager dans la gouvernance des migrations, et pourrait éclairer davantage la discussion.



➤ **Établir des cadres et des conditions de gouvernance**

Dans leur lettre à M. Antonio Guterres, l'Organisation internationale des employeurs et le Business mécanisme du Forum mondial sur la migration et le développement ont souligné la nécessité pour les gouvernements de mettre en place « des lois et des politiques nationales claires, transparentes et efficaces en matière d'immigration qui permettent la circulation des travailleurs quand et où ils sont nécessaires.

Des systèmes trop complexes ou trop lourds entravent le respect des législations nationales et rendent la tâche difficile aux entreprises qui souhaitent recruter des personnes possédant les compétences nécessaires et aux individus qui veulent faire avancer leur carrière et soutenir leur famille ».

Les gouvernements, par leurs politiques et initiatives, peuvent donner le ton sur la question des migrations et encourager la transformation économique, en créant des mécanismes pour inciter le secteur privé à s'engager.

➤ **Partage de l'information**

Comme tout autre acteur, les entreprises privées ont besoin d'informations pour éclairer leurs actions. En particulier, comme le précise la Société financière internationale (IFS) dans sa note intitulée « *Trajectoires du secteur privé et des réfugiés pour amplifier* », l'information sur les compétences, les niveaux d'éducation et les qualifications est essentielle aux initiatives du secteur privé visant à permettre l'emploi ou l'intégration des réfugiés et des migrants dans les chaînes de valeur.

En outre, l'information sur les besoins et les préférences, le pouvoir d'achat et la consommation des ménages est également essentielle à l'investissement du secteur privé.

Enfin, il est essentiel de comprendre les conditions locales des collectivités, comme la géographie, l'économie, l'infrastructure et la connectivité, ainsi que la disponibilité des ressources, pour éclairer et prendre des décisions.

➤ **Convoquer différents partenaires**

La réponse aux défis de la gouvernance et de l'intégration des migrations dépend de tout un ensemble d'acteurs et de secteurs. Les gouvernements locaux et nationaux ont le pouvoir et la capacité de réunir différents partenaires autour de la table, ainsi que d'instaurer la confiance et la compréhension mutuelle entre les différentes parties prenantes.

## 6. Annexe - Exemples d'initiatives du secteur privé par secteur

### *Recueillir et partager des informations et des données fiables pour éclairer l'élaboration des politiques et soutenir les personnes en déplacement*

#### **IBM - Moyen-Orient et Afrique du Nord, Europe**

IBM a développé une solution cognitive pour aider à suivre les mouvements de population au fil du temps, permettant une meilleure planification et réponse humanitaire. Cette application basée sur le cloud, appelée Mixed Migration Foresight, aide les agences gouvernementales et les organisations d'aide à prévoir les flux migratoires, tant forcés que volontaires, au moyen de divers scénarios hypothétiques, de l'apprentissage automatique, d'analyses avancées et de modèles statistiques. Cela permettra à terme de mieux équiper les organismes gouvernementaux pour assurer des itinéraires sûrs pour les réfugiés et les migrants, d'accroître l'efficacité et l'efficience de la réponse et de prendre des décisions politiques fondées sur des données probantes à l'avance en comprenant les tendances de la mobilité. Plus de 10 000 migrants et réfugiés ont ainsi déjà profité de cette initiative qui aide à mieux planifier les services et le soutien aux personnes qui arrivent.

De même, l'entreprise a conçu des applications mobiles pour les ONG italiennes afin d'aider à mettre en œuvre de meilleures interventions sanitaires en fonction des données et des analyses et de suivre les données médicales des réfugiés et des migrants en temps réel, quelle que soit la connectivité. Grâce à ces applications, les données médicales de 20 000 migrants et réfugiés ont été saisies, ce qui a permis d'améliorer les soins médicaux et les services ciblés.

Vous trouverez plus d'informations à ce sujet [ici](#).

#### **Microsoft, Tripadvisor, Google, Cisco – Jordanie, Serbie, Bulgarie, Hongrie, El Salvador, Grèce, Italie**

Les entreprises fournissent un soutien financier et technique pour le développement et l'expansion de Signpost, une plateforme fournissant des informations actualisées potentiellement vitales sur les droits légaux, l'hébergement, le transport, les installations médicales et autres aux personnes en déplacement. Signpost fournit des informations en 6 langues. Celles-ci sont personnalisées en fonction du cadre juridique du pays et des besoins des utilisateurs locaux. Plus de 1,5 million de personnes touchées par la crise ont été contactées en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique centrale.

Vous trouverez plus d'informations à ce sujet [ici](#).

#### **Ericsson et Zain - Jordanie**

Les deux sociétés ont développé une plateforme technologique pour REFUNITE, un organisme à but non lucratif qui vient en aide aux familles réfugiées qui ont perdu contact lors de leur fuite d'un conflit en leur proposant un service anonyme pour reprendre contact. La plateforme compte plus d'un million d'utilisateurs enregistrés et a aidé plus de 40 000 familles à reprendre contact. Grâce au partenariat avec des opérateurs mobiles comme Zain, REFUNITE peut communiquer avec les réfugiés et les personnes déplacées de force et leur envoyer des messages SMS sur leurs téléphones pour les sensibiliser à la plateforme de recherche des familles REFUNITE.

### *Reconnaissance de la documentation et accréditation*

#### **Bitnation - Échelle mondiale**

Bitnation est une start-up blockchain qui fournit aux réfugiés des documents d'identité numériques que les gouvernements hôtes peuvent utiliser pour vérifier leur identité. Pour établir la confiance vis-à-vis des preuves d'identité de la blockchain, le service vérifie plusieurs comptes de médias sociaux d'une personne et les lie à son numéro de sécurité sociale, son passeport et d'autres documents.

Vous trouverez plus d'informations à ce sujet [ici](#).

### **Microsoft, l'UNICEF et l'université de Cambridge – Échelle mondiale**

Microsoft s'engage à appliquer sa technologie et son expertise pour développer des initiatives qui favorisent l'accès à l'éducation et à la protection des enfants réfugiés et migrants.

En partenariat avec l'UNICEF et l'université de Cambridge, l'entreprise a mis au point un « passeport d'apprentissage », une plateforme numérique personnalisée et mondialement accréditée qui vise à permettre aux enfants de continuer à apprendre où qu'ils se trouvent.

Le passeport a récemment connu une expansion rapide afin de faciliter le déploiement des programmes scolaires nationaux pour les enfants et les jeunes dont les écoles ont été forcées de fermer en raison de la COVID-19. La plateforme fournira également des ressources clés aux enseignants et aux éducateurs.

## *Langues, éducation et formation*

### **Coursera - Échelle mondiale**

Fournit un accès gratuit à l'ensemble du catalogue de formations de Coursera pour tous les réfugiés, ainsi que des services de soutien, en travaillant avec 24 organisations partenaires du programme (y compris des gouvernements et des organisations à but non lucratif) pour veiller à ce que le programme touche le plus grand nombre possible de personnes. Coursera for Refugees dessert actuellement plus de 26 000 réfugiés dans 119 pays à travers le monde. Les apprenants réfugiés accèdent au contenu de Coursera par le biais de programmes sur presque tous les continents.

### **Funzi - Moyen-Orient et Afrique du Nord**

Fournit un outil évolutif et rentable pour la formation, le renforcement des capacités et la sensibilisation. Funzi fournit une plateforme d'apprentissage multilingue et mobile pour faciliter l'élaboration et la prestation de cours gratuits aux personnes déplacées, couvrant des thèmes tels que les moyens de subsistance, la santé et le bien-être, et la citoyenneté mondiale. Grâce à une coopération avec des ONG, des gouvernements et des partenaires du secteur privé, l'entreprise a mené des activités de sensibilisation auprès de plus de 3 millions de réfugiés au Moyen-Orient, ce qui a permis de lancer 300 000 formations et d'en achever 30 000.

### **Universités privées à Sousse – Tunisie**

Rien qu'en 2018-2019, plus de 450 étudiants étrangers se sont inscrits dans les universités privées de Sousse.

## *Logement*

### **Libra – Grèce**

Le groupe Libra est le parrain fondateur de The HOME Project, qui sauve les enfants des conditions hostiles des rues, des camps de détention et des centres de détention et les amène dans des abris sûrs gérés par des professionnels. Ces abris ont été mis en place spécifiquement pour fournir un environnement familial sûr dans lequel les enfants peuvent se forger des liens sociaux, s'intégrer et prospérer.

### **Airbnb Open Homes – Échelle mondiale**

Le programme Airbnb Open Homes offre des logements temporaires gratuits aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. De plus, le programme a développé un partenariat avec des entreprises sociales locales et des ONG qui emploient des réfugiés comme hôtes d'expériences pour les voyageurs, leur fournissant potentiellement des voies d'accès aux permis de travail.

### **Better Shelter (Meilleur logement) - Grèce, Italie, Irak, Jordanie et autres**

Entreprise sociale ayant pour mission d'améliorer la vie des personnes déplacées de force en leur fournissant un logement temporaire abordable. Depuis 2010, en partenariat avec la fondation IKEA et le HCR, plus de 40 000 abris ont été déployés dans des camps de réfugiés, des sites de transit et des programmes d'intervention d'urgence dans 40 pays d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient et d'Asie. Ces unités servent non seulement d'abris temporaires, mais aussi d'infrastructures collectives telles que des cliniques, des salles de classe et des espaces adaptés aux enfants.

### **Engie**

ENGIE a créé ENGIE Rassembleurs d'Énergies (RDE) en 2011 ; il s'agit d'un fonds d'investissement à impact visant à promouvoir l'accès à l'énergie durable pour tous. RDE investit dans des entreprises sociales qui proposent des solutions énergétiques propres, allant de l'électrification solaire hors réseau aux cuisinières propres, en passant par l'efficacité énergétique pour les logements sociaux en Europe et dans les économies émergentes. RDE étudie maintenant des possibilités d'investissement dans des entreprises qui répondent aux besoins des réfugiés par le biais du fonds RDE.

## *Investissement et services financiers*

### **Equity Bank – Kenya mais en quête d'expansion**

La banque, qui met des services bancaires à la disposition des familles à faible revenu en Afrique de l'Est depuis plus de 30 ans, considère que la prise de contact avec les groupes de réfugiés est une extension naturelle de son travail d'inclusion financière. Equity Bank fournit aujourd'hui des produits et des services bancaires à des milliers de réfugiés dans le nord du Kenya et cherche à se développer.

### **Refugee Investment Network (RIN) - Échelle mondiale avec un accent particulier sur la Jordanie**

Le RIN œuvre pour combler l'écart entre un nombre croissant d'investisseurs intéressés par les investissements en faveur des réfugiés et l'écosystème croissant d'entrepreneurs et d'entreprises de réfugiés. Sa mission est de faire le lien entre les investisseurs et les entreprises de réfugiés, d'établir un environnement d'investissement pour les réfugiés, de changer le récit entourant la contribution des réfugiés et de plaider pour des politiques plus inclusives au profit des réfugiés, dans le but ultime de créer des emplois de qualité, une croissance économique et des améliorations mesurables des moyens de subsistance de millions de réfugiés et de membres des communautés d'accueil.

## *Soins de santé*

### **Cisco - Liban**

Cisco a financé les deux premiers prototypes de centres de première intervention pour les réfugiés. Il s'agit d'unités visant à fournir une « boîte de soins de santé » permettant aux réfugiés d'accéder via Internet à des services de traduction à distance et à des soins médicaux.

## *Emploi et soutien à l'entrepreneuriat*

### **Citigroup - Jordanie**

Citigroup a lancé un projet de deux ans qui offre des bourses de formation et de lancement d'entreprise pour aider les jeunes (réfugiés, personnes déplacées et jeunes vulnérables des communautés d'accueil âgés de 16 à 24 ans) à créer leur propre entreprise, afin de générer des revenus fiables et de contribuer à leur économie locale.

### **Confédération générale des entreprises marocaines et OIM – Maroc**

Le partenariat a lancé deux outils : un manuel pour soutenir le recrutement de travailleurs étrangers, soulignant les principales exigences bureaucratiques et juridiques, ainsi que les ressources disponibles et des lignes directrices pour intégrer la diversité culturelle dans les activités des entreprises.

### **IKEA et la Jordan River Foundation - Jordanie**

Suivant le modèle d'entreprise sociale qu'IKEA a mis en œuvre dans d'autres pays, IKEA s'est associé à JRF, un organisme local à but non lucratif axé sur la création d'emplois. Ils forment et emploient des femmes réfugiées jordaniennes et syriennes pour créer des objets d'artisanat qui se vendent dans les magasins IKEA dans le monde entier. Le partenariat IKEA-JRF pourrait remettre en question la vision du secteur à but lucratif selon laquelle les réfugiés sont principalement les bénéficiaires de projets de responsabilité sociale des entreprises.

### **Kois – Jordanie, Turquie, Liban**

Après une étude de faisabilité initiale, la société financière recueille actuellement des fonds pour une obligation d'impact de développement multi-pays qui fournira aux réfugiés syriens et aux populations vulnérables locales une aide à l'emploi et un soutien à l'entrepreneuriat. La première phase de l'obligation (DIB) sur les moyens de subsistance des réfugiés permettra, en fait, de développer un programme de formation professionnelle, de formation à l'entrepreneuriat et de subventions de lancement d'entreprise. Elle ciblera jusqu'à 9 000 réfugiés et populations d'accueil dans les zones urbaines défavorisées de Jordanie et du Liban. L'obligation durera plus de 3 ans et demi. Elle vise à créer jusqu'à 5 750 entreprises locales durables.

Plus d'informations sont disponibles à ce sujet [ici](#).

### **Business for Social Cohesion (B4SC) – Turquie**

B4SC est un service conçu pour approfondir le sentiment d'appartenance au sein du secteur privé et des communautés défavorisées, quelle que soit leur origine. Les principaux outils conçus à cette fin sont des programmes de mentorat, de sensibilisation, de formation et de soutien à l'esprit d'entreprise. B4SC vise à étendre son réseau par le biais des chambres de commerce, des entreprises et des réseaux d'investisseurs situés dans différentes villes, en particulier dans les 10 premières villes d'accueil de réfugiés en Turquie.

Plus d'informations sont disponibles à ce sujet [ici](#).

## *Plaidoyer*

### **Ben & Jerry's - UE**

Ben & Jerry's s'est engagé à lancer la campagne « Ensemble pour les réfugiés » à l'échelle européenne en partenariat avec l'International Rescue Committee (IRC). Dans le cadre de cette campagne, lancée à

l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés en 2017, Ben & Jerry's et l'IRC demandent à leurs clients d'exhorter leurs représentants à convenir d'un nouveau texte législatif historique (le « cadre de

réinstallation de l'Union »), créant une réponse plus coordonnée à la crise des réfugiés en relocalisant les réfugiés. Ben & Jerry's a créé un outil numérique qui permet aux citoyens d'envoyer directement des courriels à leurs représentants. Ben & Jerry's s'est engagé à utiliser tous ses canaux de communication pour amplifier la campagne, y compris le numérique, les relations publiques, les événements et un tout nouveau parfum appelé Home Sweet Honeycomb, dans le but de sensibiliser ses clients.



Suite à ce premier engagement, Ben et Jerry's a développé une campagne structurée axée sur : 1) la promotion d'une plus grande coordination internationale ; 2) l'amélioration des systèmes nationaux d'asile et de réinstallation ; 3) l'établissement de liens entre les populations locales et les nouveaux arrivants.

Un exemple de ses activités récentes inclut la campagne « Waiting is not work » (Attendre n'est pas travailler), en partenariat avec Action pour les réfugiés (Refugee Action) dans le cadre de la coalition Lift the Ban pour demander au gouvernement britannique de donner aux demandeurs d'asile le droit au travail.

#### **Fondation Bertelsmann - Allemagne**

La fondation finance des recherches sur les politiques migratoires et l'intégration des migrants dans les communautés d'accueil. Les résultats de cette recherche permettent d'éclairer les décisions gouvernementales et d'encourager des politiques migratoires plus libérales.

#### **Equity Bank - Échelle mondiale**

Au bout du compte, Equity Bank considère les réfugiés comme des clients à long terme et préconise des changements, tels qu'une aide en espèces plus importante, qui les aidera à mieux participer au secteur privé. Equity Bank cherche également à influencer sur les changements de politique concernant les exigences d'identification permettant d'accéder aux services bancaires et gouvernementaux, qui constituent des obstacles importants pour les réfugiés, et plaide pour d'autres innovations (notamment l'identité numérique) en leur nom.

#### **Partenariat Tent pour les réfugiés - Échelle mondiale**

Le partenariat Tent pour les réfugiés a été fondé par Hamdi Ulukaya. En tant que fondateur et PDG de Chobani et que donateur actif auprès de diverses organisations humanitaires, Hamdi a lancé Tent parce qu'il pense que le secteur privé est particulièrement bien placé pour faire face à la crise des réfugiés en mobilisant les réseaux, les ressources, l'innovation et l'esprit d'entreprise du monde des affaires.

Tent travaille en étroite collaboration avec les entreprises pour les aider à identifier et à comprendre les opportunités d'aide aux réfugiés. Le partenariat estime que les entreprises ont le plus grand impact lorsqu'elles traitent les réfugiés non pas comme des victimes, mais comme des travailleurs, des fournisseurs, des entrepreneurs et des clients économiquement productifs et lorsqu'elles tirent parti de leurs activités commerciales de base pour embaucher des réfugiés, les intégrer dans les chaînes d'approvisionnement, soutenir les entrepreneurs réfugiés et leur fournir des services. L'organisation plaide également pour des politiques habilitantes qui aideront les réfugiés à se développer en tant qu'agents économiques.

#### **Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) - Tunisie**

Le syndicat plaide pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre politique et d'une stratégie complète en matière de migration et de mobilité de la main-d'œuvre afin de lever les obstacles pour les travailleurs migrants.